

Ébauche – note de concept

Au-delà de 2020 : Favoriser le leadership et prendre des mesures pour réaliser le programme sur les femmes, la paix et la sécurité

Réunion parallèle de haut niveau du Réseau des points focaux du programme FPS
16 septembre 2021
De 8 h 30 à 11 h EDT/New York

Par [webinaire Zoom](#)

Interprétation simultanée en anglais, français, espagnol et langue des signes américaine. (LSA)

Introduction

En tant que coprésidents du [Réseau des points focaux pour le programme FPS](#) pour 2020-2021, le Canada et l'Uruguay ont le plaisir d'inviter les responsables du réseau à se réunir virtuellement en marge de la 76^e Assemblée générale des Nations Unies afin de démontrer notre leadership et d'encourager la prise de mesures, tant sur le plan individuel que collectif, vis-à-vis du programme FPS, aujourd'hui et pour l'avenir. S'inspirant de la série d'événements virtuels coorganisés par les pays coprésidents en 2020 et 2021, cette réunion parallèle invitera les membres du Réseau à partager leurs réflexions sur les leçons apprises et les meilleures pratiques développées au cours des deux dernières années. En particulier, les membres du Réseau sont encouragés à s'engager dans un format interactif en ligne pour mettre en évidence leur propre leadership et leur action à l'égard des questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité en 2020-21, en mettant l'accent sur les sous-thèmes de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'action nationaux axés sur des actions concrètes ainsi que du soutien et de la protection des femmes qui œuvrent pour la paix.

Contexte

Il y a plus de vingt ans, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a adopté à l'unanimité la résolution 1325 (RCSNU 1325) sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS). Cette résolution historique est l'un des principaux résultats de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin de 1995, un cadre visionnaire et complet pour l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et la promotion et la protection des droits des femmes. Par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la communauté internationale reconnaît l'importance de la participation pleine, égale et significative des femmes à la prévention et à la résolution des conflits ainsi qu'à la reconstruction et au développement après les conflits. La résolution 1325 (2000) a ouvert la voie à neuf autres résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, établissant ainsi l'important cadre normatif que constitue le programme FPS.

Depuis 2000, un nombre croissant d'États membres et de territoires ont donné suite aux engagements internationaux énoncés dans le programme FPS à la fois dans leurs contextes nationaux et dans leurs efforts internationaux par l'adoption de plans d'action nationaux (PAN). Au 31 juillet, 98 États membres et territoires des Nations Unies avaient adopté des plans d'action nationaux. De leur côté, les organisations régionales ont adopté des plans d'action régionaux (RAP) et des cadres similaires. Le Réseau des points focaux du programme FPS a été lancé en 2016 afin de renforcer la mise en œuvre effective du programme et d'améliorer la coordination de ces efforts dans les pays et à l'échelle internationale. En septembre 2021, le Réseau comprend désormais 82 États membres et 7 organisations régionales et joue un rôle essentiel en réunissant les points focaux nationaux et régionaux responsables de la mise en œuvre de programme, notamment par le biais des plans d'action nationaux et régionaux et de stratégies du programme.

Objectif

Le programme FPS fournit une base solide pour soutenir la participation et le leadership pleins, égaux et significatifs des femmes dans tous les efforts de paix et de sécurité. Cependant, plus de 20 ans après l'adoption de la résolution 1325 du RCSNU, des crises continues et croissantes ont mis en évidence le fait que la pleine réalisation du programme FPS demeure un défi en raison de facteurs persistants tels que les obstacles structurels, le manque de volonté politique et les stéréotypes sexistes tenaces qui visent à restreindre le rôle et la contribution des femmes dans la vie privée et publique. La pandémie de la COVID-19 a amplifié ces défis et a eu de graves répercussions sur les droits des femmes. Au-delà de 2020, les efforts renouvelés et renforcés des États membres sont essentiels pour garantir la mise en œuvre de leurs obligations et engagements dans le cadre du programme. Cette réunion sera l'occasion pour les ministres, les hauts fonctionnaires et les chefs d'organisations régionales de souligner leur leadership et leur action dans la mise en œuvre de du programme, notamment en développant et en mettant en œuvre des plans d'action nationaux et en soutenant et en protégeant les femmes qui œuvrent pour la paix, et pour les points focaux de réfléchir aux leçons apprises et aux meilleures pratiques développées au cours des deux dernières années.

Programme

Heure	Séance
8:30 – 8:35	<p>Bienvenue</p> <p>Mot de bienvenue et présentation par le modérateur</p> <p>Pravina Makan-Lakha, Conseillère, Femmes, Paix et Sécurité, Le Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD)</p>
8:35 – 8:40	<p>Segment d'ouverture</p> <p>Remarques préliminaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pramila Patten, Directrice exécutive par intérim, ONU-Femmes et Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. <p>Remarques des membres de la troïka au niveau ministériel et des hauts fonctionnaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Carolina Ache Batlle, Vice-ministre des relations étrangères, Uruguay • Jacqueline O'Neill, Ambassadrice Femmes, Paix et Sécurité, Canada • Neville Gertze, Représentant permanent de la Namibie auprès des Nations Unies • Livia Leu, Secrétaire d'État du Département fédéral des affaires étrangères, Suisse • Mathu Joyini, Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès des Nations Unies <p>Photo de groupe</p> <p>Passation officielle du Canada et de l'Uruguay à la Suisse et à l'Afrique du Sud</p>
8:40 – 9:05	

<p>9:05 – 10:45</p>	<p>Interventions des membres du réseau et des représentants de la société civile</p> <p>Union Africaine Bineta Diop, Envoyée spéciale de l'Union africaine sur les femmes, la paix et la sécurité</p> <p>Bulgarie Ulyana Bogdanska, Directrice générale des affaires mondiales, Bulgarie</p> <p>République Démocratique du Congo Rebecca Annie Kenda Bakajika, Chef du Département Juridique, Coordinatrice Nationale pour la mise en œuvre de 1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, République Démocratique du Congo</p> <p>Allemagne Helga Barth, directrice des droits de l'homme, du développement international et de la santé mondiale</p> <p>Représentante de la société civile, Mavic Cabrera-Balleza, fondatrice et PDG du Global Network of Women Peacebuilders (GNWP)</p> <p>Irlande Áine Hearn, Directrice, Unité de résolution des conflits, ministère des Affaires étrangères</p> <p>Luxembourg Anne Goedert, Ambassadrice générale du Luxembourg pour les droits de l'homme</p> <p>Malte Cecilia Attard-Pirota, Ambassadrice de Malte pour les femmes, la paix et la sécurité</p> <p>Pays-Bas Pascalle Grotenhuis, Directrice du développement social et ambassadrice pour les droits des femmes et l'égalité des genres</p> <p>Norvège André Mundal, Ambassadeur et Représentant spécial, Femmes, Paix et Sécurité, Ministère norvégien des Affaires étrangères</p> <p>OSCE Helga Maria Schmid, Secrétaire générale</p> <p>Sierra Leone Victoria Sulimani, Représentante permanente adjointe de la Sierra Leone auprès des Nations Unies</p> <p>Représentante de la société civile, Saumya Uma, Membre du conseil d'administration du Réseau régional des femmes et professeure de droit à l'Université de Jindhal, Inde, Réseau régional des femmes</p> <p>EAU Ahoud Abdulla Al Zaabi, Directeur du département des Nations Unies au ministère des Affaires étrangères des EAU</p> <p>Royaume-Uni Alice Burt, directrice adjointe, Bureau des conflits, de la stabilisation et de la médiation, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement</p> <p>Représentante de la société civile, Gayatri Patel, Vice-présidente, Commission des femmes pour les réfugiés</p>
<p>10:45-11:00</p>	<p>Mot de la fin</p> <p><i>Coprésidents actuels et à venir du Réseau des points focaux du programme FPS</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gwyn Kutz, Directrice générale du Programme des opérations de paix et de stabilisation, Affaires Mondiales Canada

- **Noelia Martínez Franchi**, Ancienne directrice des affaires multilatérales, ministère des affaires étrangères, Uruguay
- **Madiapetsana Charlotte Lobe** - Directrice des opérations par intérim, Département des relations internationales et de la coopération (DIRCO) Afrique du Sud
- **Talia Wohl**, Conseillère principale, Femmes, paix et sécurité, Département fédéral des affaires étrangères, Secrétariat d'État, Division Paix et droits de l'homme, Suisse

Remarques de clôture

- **Pravina Makan-Lakha**, Conseillère, Femmes, Paix et Sécurité, Le Centre africain pour la résolution constructive des conflits (ACCORD)